

Nations unies - Eau, paix et sécurité
- Intervention du coordinateur
politique à la Représentation
permanente de la France auprès des
Nations unies - Réunion du Conseil
de sécurité en format Arria
(New York, 26 octobre 2018)

Madame la Présidente,

Je voudrais tout d'abord remercier les Pays-Bas et les délégations co-sponsor pour l'organisation de cette réunion importante sur les relations entre eau, paix et sécurité, qui fait suite aux excellents débats organisés sur le même thème par le Sénégal en 2016 et par la Bolivie en 2017. Je me félicite de relever parmi les organisateurs la présence de presque toutes les délégations qui rejoindront le Conseil en janvier prochain.

Je tiens à remercier les intervenants, le président Danilo Turk et, à travers lui, le Panel Mondial de haut niveau sur l'eau et la paix, pour leur action et leurs recommandations pleines de bon sens ; le Secrétaire général adjoint Jenca, qui nous a rappelé l'engagement du Secrétaire général sur la prévention des conflits; et mon ami Manish Bapna de WRI, avec qui j'ai eu le plaisir de travailler sur les questions climatiques ces dernières années.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui car dans un monde en croissance affecté par des changements climatiques incontestables, qui frappe le Nord et le Sud, le manque ou le trop plein d'eau peut être à l'origine de crises majeures, humanitaires et économiques, des crises qui peuvent conduire à des phénomènes migratoires forcés, voire à des conflits entre populations ou entre Etats.

C'est pourquoi les Nations unies et le Conseil de sécurité doivent se saisir des enjeux de paix et de sécurité liés à l'eau. C'est de leur responsabilité, et il est urgent que les Nations unies se dotent des outils et des politiques indispensables pour mieux anticiper et mieux répondre aux crises liées à l'eau. Je voudrais, dans le bref temps qui nous est imparti, vous faire part de trois convictions de la France.

1/ La première de ces convictions, c'est que la paix et la sécurité autour de l'eau passe par le développement durable. Nous nous sommes fixés avec l'ODD6 dédié à l'eau des objectifs ambitieux en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et nous devons poursuivre l'effort de développement que cela suppose face à la montée des risques posés par le changement climatique.

2/ La deuxième conviction, c'est le rôle essentiel de la coopération entre usagers et entre Etats

pour assurer la préservation de la qualité de cette ressource rare, son partage équitable, et sa gestion durable et intégrée. Si les échelons locaux et régionaux sont importants, la coopération multilatérale est indispensable pour gérer une ressource qui par nature ignore les frontières entre Etats. C'est pourquoi la France soutient activement les outils essentiels de coopération internationale que sont les Conventions sur les eaux transfrontalières d'Helsinki et de New York, ou encore la Convention de Ramsar sur les zones humides. Ces cadres multilatéraux, sont un outil de prévention des conflits, notamment dans les zones de forte croissance économique et démographique, et qui sont déjà ou seront affectées par les changements climatiques, comme au Sahel ou dans le bassin du lac Tchad aujourd'hui.

3/ Notre troisième conviction, c'est que les Nations unies doivent se doter d'outils d'alerte pour mesurer et anticiper les risques pour la paix et la sécurité des menaces qui pèsent sur les ressources en eau. C'est une demande que le Conseil de sécurité a exprimé et renouvelé régulièrement depuis, s'agissant des changements climatiques. Ces outils d'analyse des risques existent, ils sont développés par des think tanks comme Adelphi pour le climat ou WRI pour l'eau. Les agences spécialisées des Nations unies - PNUE, FAO, PAM, OMM - disposent des données et de l'expertise nécessaire. Ce qui manque c'est un lanceur d'alerte - et je dirais un lanceur d'alerte avec un gros mégaphone. C'est pourquoi la France souhaite que le Secrétaire général présente chaque année un état des lieux des risques pour la paix et la sécurité que font peser les impacts des changements climatiques, dans toutes les régions du monde, et à différents horizons de temps. C'est ainsi que nous pourrions anticiper et mettre en place des réponses appropriées face à des menaces qui sont pour certaines imminentes, pour d'autres plus lointaines mais avec des conséquences tout aussi dévastatrices.

C'est le rôle des Nations unies, c'est le rôle de ce Conseil. Et la France continuera de travailler, sans relâche, avec vous tous, pour faire vivre cet objectif dans les prochains. Je vous remercie./.